

PRÉFECTURE DE LA RÉGION PICARDIE  
PRÉFECTURE DE LA SOMME

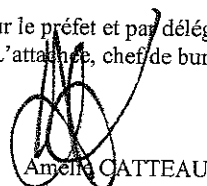
Direction de la Cohésion Sociale  
et du Développement Durable

Bureau de l'Environnement  
et du Développement Durable

**entreprise Forbras**  
**Commune de Bouttencourt**

**COPIE CERTIFIEE CONFORME**

Pour le préfet et par délégation :  
L'attachée, chef de bureau,



Amélie CATTEAU

**ARRETE COMPLEMENTAIRE du 16 avril 2009**

**Le préfet de la région Picardie**  
**Préfet de la Somme**  
**Chevalier de la Légion d'honneur**  
**Officier de l'Ordre national du mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 511.1 et suivants ;

Vu le code minier ;

Vu l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premiers traitements des matériaux de carrières ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié et complété fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 2009-235 du 27 février 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret 2009-176 du 16 février 2009, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 16 février 2009 nommant M. Michel DELPUECH préfet de la Picardie, préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 mars 2009 portant délégation de signature à M. Yves LUCCHESI, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 6 septembre 1996 autorisant pour une durée de 15 ans l'entreprise Forbras, dont le siège social est implanté 5 rue Bellegarde à BOUGAINVILLE (80540), à exploiter sur le territoire de la commune de BOUTTENCOURT une carrière de sable et graviers aux lieux-dits "Les Grands Prés" et "La Petite Seigneurie", parcelles n°93, 98 et 99 section A sur une superficie de 30 ha 37 a 55 ca dont 17 ha 57 a 40 ca en extraction ;

Vu la demande de cessation d'activité produite par l'entreprise Forbras le 11 juin 2007 ;

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

Vu la visite de l'Inspection en date du 5 septembre 2008 ;

Vu le rapport et les propositions en date du 5 février 2009 de l'Inspection des installations classées ;

Vu l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, formation « Carrières » émis lors de la séance du 19 février 2009 ;

Vu l'absence d'observations du demandeur sur le projet d'arrêté ;

Considérant que la modification de remise en état consistant en la création de deux plans d'eau au lieu d'un n'est pas notable ;

Considérant que la longueur dans le sens d'écoulement de la nappe du plan d'eau initialement prévu et du gradient de la nappe au droit du site amènerait à une différence de niveau d'eau entre l'amont et l'aval du plan d'eau de plus de 5m ;

Considérant qu'au vu de la différence de niveau d'eau indiqué ci-dessus, le maintien de la digue coupant en deux le plan d'eau initialement prévu permet de ne pas créer une digue en aval qui pourrait présenter, en vieillissant, un risque de débordement sur les terrains situés en aval du plan d'eau ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Somme,

## **ARRETE**

**Article 1** : Les prescriptions de l'article 34 de l'arrêté préfectoral du 6 septembre 1996 sont remplacées par les dispositions suivantes :

" La remise en état sera réalisée au fur et à mesure de l'exploitation en corrélation avec le phasage. Elle consistera en la création de deux plans d'eau coupés par une digue séparant l'exploitation autorisée en 1991 de la zone étendue en 1996. La côte altimétrique de cette digue sera la même que celle des terrains avoisinants. La surface cumulée des deux plans d'eau sera au maximum de 19ha compte tenu du remblaiement déjà effectué à la date de notification du présent arrêté, laissant une surface d'eau d'environ 5 ha dans la partie relative au renouvellement.

La remise en état ne devra pas modifier l'équilibre hydraulique obtenu lors de la création du plan d'eau résultant de l'exploitation de la carrière autorisée le 18 juillet 1991.

L'intégrité des matériaux de décapage devra être mise en œuvre pour cette remise en état à l'exclusion de tout remblai d'origine extérieure.

La terre végétale sera étalée de manière à constituer l'horizon superficiel. Au besoin, les terrains affectés par l'exploitation seront sous-solés.

Les plans d'eau comprendront des zones de haut-fond. Les abords des plans d'eau seront colonisés naturellement par la végétation spontanée associée aux graminées récoltées avant la mise en exploitation du site. Le profilage des berges sera réalisé en pente douce n'excédant pas 30%. Ces berges seront colonisées naturellement par la végétation spontanée associée aux graminées dont les semences seront récoltées avant la mise en exploitation du site.

Les terrains ainsi réaménagés ne devront pas présenter de pentes contraires aux pentes naturelles présentes sur le site et se raccorderont en pentes douces avec les terrains avoisinants.

Les plantations seront taillées chaque année à partir de la deuxième année suivant la remise en forme définitive de chaque phase d'exploitation. Les plants seront entretenus dans les premières années suivant leur plantation, ceux n'ayant pas repris seront remplacés."

## **Article 2 - DELAI ET VOIE DE RECOURS**

Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif d'Amiens dans les conditions prévues à l'article L 514-6 du Code de l'environnement.

## **Article 3 - EXECUTION**

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet d'Abbeville, le maire de Bouttencourt, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, le directeur du bureau des recherches géologiques et minières et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'entreprise FORBRAS et dont une copie sera adressée :

- au directeur départemental de l'équipement de la Somme
- ,au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- à la directrice départementale de l'agriculture et de la forêt de la Somme,
- à la déléguée inter services de l'eau et des milieux aquatiques,
- au directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Somme,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Somme,
- au chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de la Somme,

Fait à Amiens le 16 avril 2009

Pour le Préfet  
le Secrétaire Général

  
Yves LUCCHESI